



CC: Things I know

Un taxi-moto type en Afrique de l'Ouest utilisé par Tuwizana dans sa recherche des groupes de récupérateurs.

## Sur la piste des récupérateurs en Afrique de l'Ouest

KALLY FORREST ET KAPITA TUWIZANA

En mars de cette année, Kapita Tuwizana se trouvait dans les pays d'Afrique francophone où il n'avait jamais été auparavant à la recherche de groupes de récupérateurs. Il n'était armé que de ses principaux atouts, à savoir qu'il parle la langue et a des dispositions amicales. «Vous devez, dit-il être sympathique et toujours prêt à parler à n'importe qui. Ne parlez pas aux gens dans les bureaux; parlez plutôt aux gens dans les rues.»

Avant son départ, il a fait quelques recherches sur Internet, mais en avait appris peu. WIEGO lui a donné quelques contacts, mais il croit que la meilleure façon de trouver des organisations des récupérateurs est d'aller directement là où ils travaillent.

### Les récupérateurs, où sont-ils?

Le premier contact de Tuwizana était souvent le chauffeur de taxi qui le conduisait de l'aéroport à son hôtel. «Je lui posais beaucoup de questions. Qui ramasse les déchets dans la ville? Où sont les bureaux municipaux et les décharges publiques? Connaît-il des récupérateurs? Où peut-on aller sans risquer sa peau?»

A Bamako, au Mali, le chauffeur de taxi connaissait un récupérateur dans son quartier. Tuwizana a acheté une carte SIM pour son téléphone mobile et a donné son numéro au chauffeur qui l'a appelé pour lui donner les coordonnées du contact. Bientôt Tuwizana a rencontré le récupérateur et, par son entremise, a pu entrer en contact avec cinq groupes différents.

Bamako est une ville immense et, vu que les cinq groupes travaillent dans différentes parties, Tuwizana s'est arrangé avec le chauffeur de taxi et a négocié un prix. «Je savais, dit-il, qu'il trouverait

**«Ne parlez pas aux gens dans les bureaux; parlez plutôt aux gens dans les rues»**

les endroits éloignés où il me fallait me rendre.»

Mais, ce n'était qu'au quatrième jour, en réponse à une question que Tuwizana a appris qu'il existe une association nationale des récupérateurs. «Il est important, dit-il, de poser beaucoup de questions et de ne pas croire simplement que les gens vont vous dire des choses. A WIEGO, nous avons préparé des questions balises avant mon départ et j'en ai bien profité.»

Au Madagascar, le chauffeur de taxi ne connaissait pas récupérateurs mais savait où se trouvait les bureaux municipaux et les décharges dans la capitale, Antananarivo. Donc, dès le premier jour, Tuwizana, à bord du même taxi, s'est rendu aux bureaux de la municipalité et appris à connaître les quartiers pauvres et les endroits où on peut aller en sécurité.

Au Cameroun, en revanche, le chauffeur de taxi ne pouvait pas l'aider. «J'ai vu une église près de l'hôtel, donc je suis allé demander le pasteur et lui ai dit que j'étais chrétien, lui ai expliqué ce que je faisais et que j'avais besoin d'aide.»

Le pasteur a été serviable, en effet. Il a expliqué que l'église a voulu créer une organisation de récupérateurs et a donné à Tuwizana des pistes grâce auxquelles il a trouvé le groupe Gozen qui se propose de travailler avec des matières recyclables en plastique.

Le pasteur a offert Tuwizana son fils pour l'aider à trouver des groupes de récupérateurs. «Il m'a

**«Il est important que les gens vous parlent dans une langue qu'ils maîtrisent le plus»**

vraiment aidé vu que les décharges étaient loin du centre de Douala, qu'il était facile de se perdre et que sa présence a empêché aux chauffeurs de taxi de me faire payer trop cher. Nous avons dû prendre trois ou quatre taxis, puis voyagé sur une petite moto sur des routes difficiles. Il indiquait aux chauffeurs où aller.»

Arrivé au Bénin où les taxis sont quasiment inexistant, Tuwizana a dû se contenter de petites motos qui assurent le transport. «Les chauffeurs roulent vite et je devais tenir ferme. Il n'y a pas le temps de parler, on doit descendre vite parce que le prochain passager l'attend. J'ai gardé sur moi ma carte d'hôtel avec l'adresse au cas où je me perdrais, alors je pourrais la montrer.»

A Cotonou, Tuwizana avait du mal à entrer en contact avec des récupérateurs de sorte qu'il se mit à aller ici et là et à parler aux ramasseurs des déchets dans la rue armés des charrettes, mais il a appris peu de choses. Le deuxième jour, il a envoyé un courriel à un contact StreetNet en Côte-d'Ivoire lui demandant des contacts parmi des récupérateurs et des leaders syndicaux estimant que «les syndicats peuvent être utiles dans ces situations».

Il a reçu les coordonnées d'un contact WEIGO/StreetNet et cette femme savait où trouver

Suite page 2

A lire aussi dans ce numéro:

**p. 2 Les récupérateurs: une solution aux changements climatiques?**

**p. 3 Des récupérateurs à la COP17**

**p. 4 S'organiser et conseils utiles 2: leadership des récupérateurs**

**p. 5 Une première en Amérique centrale et latine!**

**p. 6 Les récupérateurs en Afrique**

**p. 8 «Donnez une chance aux femmes récupératrices»**

**p. 9 Un groupe de femmes récupératrices en Bénin**

**p.10 Se donner la main pour s'organiser au Nigeria**

**p.11 Financement: des leçons à tirer**

**p.11 La lutte contre le changement climatique**

# Les récupérateurs: une solution aux changements climatiques?

KALLY FORREST

Lors d'un atelier à Johannesburg l'année dernière, les récupérateurs ont appris en quoi ils aident à prévenir les changements climatiques et Neil Tangri de GAIA (Alliance mondiale pour des alternatives à l'incinération) a expliqué pourquoi le travail des récupérateurs et la lutte contre les changements climatiques vont de pair.

## Élimination des gaz toxiques

Dans certaines parties du monde, la pluie et les inondations sont plus fréquentes tandis que, dans d'autres, l'eau se fait rare et reste un problème grave et grandissant. Certaines régions doivent composer avec plus d'incendies de forêt tandis que, dans l'Antarctique et l'Arctique, la fonte des glaces se fait si rapidement que les niveaux des mers obligent les habitants à quitter leurs foyers.

L'air que nous respirons forme une couverture autour de la Terre et maintient la température stable. Cependant, quand on fait brûler des choses, le dioxyde de carbone et les autres gaz comme le méthane (appelés gaz à effet de serre) se libèrent, s'accumulent et bloquent la chaleur, ce qui fait monter la température sur la surface du globe. C'est ce qu'on appelle le réchauffement de la planète.

Mais quel est le rapport avec les récupérateurs?

Une décharge est un endroit où les gens apportent des matières recyclables et recevoir de l'argent en échange. Mais, pour les municipalités, les décharges sont des endroits qui émettent des gaz à effet de serre, polluent, génèrent de la chaleur et contribuent au réchauffement de la planète.

Pour se débarrasser de ces gaz, les ingénieurs ont conçu des solutions, notamment la création dans les décharges des «puits» qui font brûler du gaz, la combustion des déchets dans de grands incinérateurs ou la capture du méthane à l'aide des tuyaux.

De nombreux gouvernements sont en faveur des incinérateurs pour contrôler la pollution causée par les décharges, mais ils sont extrêmement coûteux. Par exemple, dans le Maryland, aux Etats-Unis, un incinérateur a coûté 5,5 millions de dollars. Mais, un incinérateur a aussi un avantage: il produit de l'électricité par la conversion des déchets en énergie (WTE). Les municipalités y sont favorables, mais le procédé WTE n'est pas sans problèmes: le brûlage des déchets libère du dioxyde de carbone et les incinérateurs dégagent des gaz toxiques dans l'atmosphère.

Les entreprises énergétiques font également capter les biogaz en insérant dans les déchets les tuyaux

qui siphonnent le méthane qu'elles convertissent ensuite en énergie. Mais le méthane s'échappe encore dans l'air.

Reste le recyclage, la meilleure solution, mais les municipalités ne la favorisent pas.

## Avantages du recyclage

Le papier et le carton sont fabriqués à partir du bois de sorte que, lorsque les municipalités les font brûler dans les décharges, il faudra abattre plus d'arbres pour fabriquer encore plus de papier. Or, si les récupérateurs le font recycler, ils peuvent faire épargner des milliers d'arbres, un patrimoine forestier important, car les forêts absorbent le dioxyde de carbone. De la même manière, le plastique est à base d'huile de sorte que, lorsque les municipalités le font brûler, il faudra en fabriquer encore plus dans des usines polluantes alors que le recyclage du plastique signifie que l'industrie peut le réutiliser pour fabriquer de nouveaux produits.

Le recyclage, dans toutes ses formes, contribue à la lutte contre les changements climatiques, parce qu'il fait réduire les déchets et la pollution. En somme, lorsque les récupérateurs font du recyclage, ils préviennent des effets néfastes dus aux changements climatiques.

Pourquoi les gouvernements préfèrent-ils alors la WTE au recyclage?

Les entreprises profitent du changement climatique pour dans un but lucratif en faisant croire aux municipalités que leurs méthodes d'évacuation des déchets sont les meilleures et en écartant le recyclage qui, à les entendre, est mauvais pour les affaires.

Les déchets humides ou alimentaires pourrissent dans les décharges et, sans contact avec l'air, produisent du méthane. La solution consiste à écarter ces déchets des décharges et à les utiliser pour produire du compost à usage agricole. En Indonésie, les récupérateurs en font la collecte aux hôtels, qui les paient d'ailleurs pour venir chercher les déchets alimentaires, pour faire du compost et le vendre. L'autre solution est de faire manger les déchets humides aux animaux comme les porcs.

La troisième possibilité est de faire du biogaz. Par exemple, une petite usine de biogaz consiste en une chambre étanche dans laquelle les déchets alimentaires sont placés et recouverts d'eau. La chambre capture le méthane qui peut servir à faire la cuisine ou à produire de l'électricité. Les récupérateurs le font en Inde et vendent aussi le gaz.

Le tri sélectif des déchets secs et humides à la source est donc important et, pour se faciliter la tâche, à savoir la collecte des déchets, les récupérateurs s'en

## «Le recyclage n'entraîne pas de fumées toxiques et crée dix fois plus d'emplois»

informer et sensibiliser les ménages.

Presque tout ce que les incinérateurs peuvent brûler peut être recyclé. Le recyclage n'entraîne pas de fumées toxiques, a donc des effets bénéfiques sur le climat et crée dix fois plus d'emplois par tonne de déchets que l'incinération.

## La menace MDP

Malheureusement, la capacité de recyclage des récupérateurs est menacée par le mécanisme pour un développement propre (MDP), une institution internationale créée par 192 gouvernements dans le but déclaré de réduire les émissions de gaz à effet de serre. A l'inverse des projets de recyclage, le MDP finance les entreprises fournisseurs de systèmes de traitement des biogaz et d'incinération, affirmant que ces systèmes réduisent les émissions.

Les projets MDP sont en cours ou se mettent en place dans le monde entier. A Dakar, au Sénégal, et malgré l'opposition encore actuelle des récupérateurs, le gouvernement entend fermer Mbeussbeuss, une énorme décharge, et en ouvrir un nouveau où sera implantée une usine d'incinération financée au titre du MDP.

A Delhi (Okhla), en Inde, l'installation d'un incinérateur, un projet financé par le MDP et mis en œuvre avec le concours du gouvernement, malgré les protestations des récupérateurs, a fait perdre le travail à 10 000 récupérateurs.

En Afrique du Sud, un projet MDP implanté dans la décharge sur le chemin Bisasar à Durban prétend siphonner le méthane pour produire de l'électricité pour les pauvres. En réalité, la société en question vend du méthane à Eskom et a mis une clôture autour de la décharge pour empêcher les récupérateurs d'y entrer.

Les projets MDP détruisent des milliers d'emplois et ne tiennent aucun compte de l'apport positif des récupérateurs à la lutte contre les changements climatiques. Les récupérateurs doivent s'employer à promouvoir le recyclage comme une meilleure alternative et à y engager les pouvoirs publics et les médias, sinon les entreprises feront la promotion de leurs services et en tireront de gros profits.

## Suite de la page 1

des récupérateurs et des groupes de femmes récupératrices.

Bien que Tuwizana parle couramment français et anglais, ce qui lui facilitait la tâche vu que beaucoup de gens pensaient qu'il était du pays ou d'un pays voisin, il arrivait parfois que les gens ne parlent que les langues locales et qu'il devait trouver un interprète qui connaissait le français ou l'anglais et la langue locale et négocier un prix. Les réceptionnistes d'hôtel ont beaucoup aidé à trouver de telles personnes. «Il est important que les gens vous parlent dans une langue qu'ils maîtrisent le plus», a précisé Tuwizana.

## Se soucier du budget

«Vous ne disposez que d'une certaine somme et devez agir dans les limites du budget, car vous ne voulez pas vous retrouver sans argent», conseille Tuwizana ajoutant que vous devez toujours vous soucier de votre budget, négocier les prix, avoir l'esprit présent, ne pas paniquer et être patient.

Son budget couvre le transport et la nourriture, tandis que son hôtel a été réservé à l'avance. Il scrutait le menu de l'hôtel pour avoir une idée du prix des repas et s'aidait ainsi à gérer son budget.

De même, il s'est établi une relation de confiance avec les chauffeurs de taxi. «Cela est important, car vous savez qu'il va vous aider. J'invite

les chauffeurs de taxi à prendre un verre de l'amitié et nous négocions un prix et prenons des dispositions. Un chauffeur de taxi m'a même téléphoné pour voir si tout allait bien. Il est important d'obtenir le nom, l'adresse et le numéro du téléphone mobile du chauffeur. Vous pouvez oublier quelque chose dans le taxi ou avoir besoin d'informations ou quelque chose peut aller mal.» Tuwizana souligne qu'il n'a visité que les grandes villes et qu'il est encore nécessaire de trouver d'autres groupes de récupérateurs dans les petites villes. «Mais, dit-il, ce sera bien plus facile maintenant que les premiers contacts importants ont été établis.»





Les récupérateurs de l'Alliance mondiale mettent au point des posters contre les solutions fausses au changement climatique

## Des récupérateurs à la COP17 «La solution la moins chère, la plus avantageuse et la plus saine»

DEIA DE BRITO

En décembre dernier à Durban, en Afrique du Sud, les récupérateurs se sont réunis avec bien d'autres participants à la 17e Conférence des Parties (COP17) voulue par la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Les délégations de 192 pays ont discuté de la question de savoir comment lutter contre le changement climatique et parvenir à un accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (voir l'article «Les récupérateurs : une solution au changement climatique ?» pour une mieux comprendre les enjeux).

En réalité, il y a beaucoup de puissants acteurs, issus du monde de l'entreprise et des pouvoirs publics, qui prennent des décisions nuisibles, notamment la privatisation de la gestion des déchets et les projets WTE (conversion des déchets en énergie) appuyés par l'ONU au titre de mécanisme pour un développement propre (MDP), tels que l'incinération des matériaux recyclables.

À la COP17, l'Alliance mondiale des récupérateurs est intervenue dans les réunions de politique, a donné des conférences de presse, organisé des manifestations, défilé et fait des déclarations publiques. Elle a rencontré des chefs de délégations de gouvernement et des décideurs pour établir des relations et les inciter à soutenir le travail de recyclage que font les récupérateurs.

Comme la conférence se tenait en Afrique du Sud, 70 membres de l'Association des récupérateurs sud-africains (SAWPA) y ont assisté pour faire entendre leurs revendications dans leur pays où les entreprises énergétiques polluantes ont une forte présence. Cette action a eu pour effet aussi de renforcer l'Alliance mondiale des récupérateurs.

La SAWPA a profité de la conférence pour tenir des réunions, bâtir des réseaux et se renforcer. Des dirigeants d'associations de récupérateurs au Costa Rica, au Brésil, en Inde et au Sénégal y étaient également présents et ont participé à des réunions de solidarité avec les Sud-Africains.

L'un des événements rassembleurs les plus mémorables a eu lieu le 3 décembre, soit la Journée d'action mondiale pour la justice climatique. Les récupérateurs ont rejoint la manifestation et étaient l'un des groupes de participants les plus importants. Ils débordaient d'énergie alors qu'ils chantaient des chansons de lutte sud-africaines et revendiquaient la justice climatique.

### Manifestation contre l'incinération

Deux jours plus tard et forte du succès de la marche, l'Alliance mondiale des récupérateurs a organisé une manifestation à l'intérieur du siège de la conférence devenu pour l'occasion une vitrine de premier ordre de leurs revendications en faveur d'une réponse aux changements climatiques. Les récupérateurs ont fait la une de nombreux journaux dont "The Mercury, Democracy Now!, IPS, Sowetan Live" et "The Citizen". La SAWPA, l'Alliance des récupérateurs indiens (AIW) et Neil Tangri de GAIA (Alliance mondiale pour des alternatives à l'incinération) ont été interviewés par un journaliste de la BBC au [ital]Climate Change Studio[ital] des Nations Unies.

Après la manifestation, l'Alliance mondiale des récupérateurs a tenu une conférence de presse au cours de laquelle les délégués ont appelé à l'arrêt des projets de conversion des déchets en énergie, projets soutenus dans le cadre mécanisme pour un développement propre (MDP), et à la création d'un Fonds vert pour le climat (FVC) avec accès direct pour les communautés de base. En 2010, les États signataires de la CCNUCC ont convenu que ce fonds permettrait de canaliser par an 100 milliards de dollars américains vers des projets de lutte contre les changements climatiques. Or, si les entreprises privées obtiennent ces fonds, les projets communautaires locaux seront les perdants.

Pour être juste, le FVC doit appuyer des projets de gestion communautaire des déchets qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre, offrent de l'emploi

à un grand nombre de personnes et font économiser de l'argent aux municipalités.

D'après les représentants de trois continents, le recyclage est la meilleure façon de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ils ont dénoncé les technologies d'élimination des déchets, financées dans le cadre des projets MDP et qui font perdre des emplois aux récupérateurs suite à la mise en place des incinérateurs et des projets d'exploitation des biogaz.

Simon Mbata de la SAWPA a déclaré: «Nous exigeons un Fonds vert pour le climat qui est accessible aux récupérateurs et la fin des projets MDP qui nous concurrencent directement.» De son côté, «La solution la plus coûteuse et la plus toxique est l'incinération, a estimé Marlen Chacon, une récupératrice du Costa Rica, alors que la solution la moins chère, la plus avantageuse et la plus saine est le récupérateur.»

L'Alliance mondiale des récupérateurs a également posé des questions au cours d'une séance donnée par le conseil exécutif du MDP. Musa Nokwe, une dirigeante de la SAWPA, a sommé le conseil d'assumer la responsabilité de ses actes: «N'est-ce pas vous qui financez les incinérateurs? Vous souciez-vous vraiment à l'environnement? Si c'est le cas vraiment, dites-moi pourquoi vous continuez à soutenir les projets qui détruisent l'environnement?»

### Autres activités

Le premier rassemblement national de la SAWPA, qui s'est déroulé pendant trois jours à l'Espace des peuples, a réuni 70 récupérateurs sud-africains qui ont parlé des défis et des plans d'organisation. La SAWPA également développé ses structures et ses processus décisionnels dans le souci surtout d'ouvrir aux femmes les postes de direction.

«Nous sommes venus à la COP17 pour dire que le gouvernement doit nous reconnaître en tant que travailleurs», a déclaré Nimrod Mati, membre de la SAWPA. Dans la même veine, Chacon observe: «Si les récupérateurs africains s'unissent, ils auront une présence plus forte. S'ils ne sont pas unis, le gouvernement peut facilement fermer une décharge, sans créer d'autres options. Nous devons penser à des façons nous aider les uns les autres.»

Par ailleurs, les membres de l'Alliance mondiale ont participé à des activités comme la séance d'information organisée par les pays de l'ALBA (Venezuela, l'Équateur, la Bolivie et le Nicaragua) à l'intention des mouvements sociaux et les récupérateurs ont formulé des exigences afférentes au développement du Fonds vert pour le climat.

L'Alliance mondiale des récupérateurs a visité deux décharges. A Marionhill, site d'enfouissement des déchets mixtes provenant de Durban et où le brûlage du gaz à la torche fait vendre des crédits de carbone au titre du MDP, les récupérateurs y sont interdits et des ressources précieuses sont ainsi gaspillées faute de recyclage. A Pietermaritzburg, les récupérateurs ont échangé des données d'expérience. Suman Moore et Sushila Sabale, deux récupératrices de l'Inde, ont encouragé les travailleurs à collaborer, à faire du porte-à-porte pour sensibiliser le public et à ne jamais cesser de lutter pour se faire reconnaître par le gouvernement.

La COP17 est terminée et il est clair que le travail à faire en dehors de la conférence est déterminant. Bien entendu, il est nécessaire de multiplier les rencontres (chefs de gouvernement, décideurs, dirigeants d'entreprise, scientifiques), mais l'Alliance mondiale doit également faire des alliés avec les récupérateurs, les mouvements sociaux et les groupes de la société civile qui luttent pour une solution juste aux changements climatiques.

## S'organiser et conseils utiles 2: leadership des récupérateurs

Les dirigeants peuvent faire ou défaire une organisation. En effet, lorsque les dirigeants sont forts, travaillent en collaboration et écoutent leurs membres, l'organisation peut réussir et se développer. En revanche, si les dirigeants ne travaillent que pour eux-mêmes, l'organisation va mourir ou restera seulement une coquille.

Un organisateur, qu'il soit élu, désigné ou bénévole, joue un rôle de direction important vu que, en tant que leader, un organisateur est généralement la personne instruit et guide les dirigeants nouvellement élus et peut devoir travailler avec eux pour les aider à modifier leur approche et style.

### Liste de contrôle

La liste de contrôle ci-après a été conçue pour vous aider à cerner vos qualités de leadership ainsi que celles des autres organisateurs, leaders de travailleurs et des membres.

#### Qualités d'un leader efficace

##### Je suis:

- Attaché aux objectifs, aux politiques et aux valeurs de l'organisation
- Résolu à servir les intérêts des membres
- Une personne qui comprend les membres et se sent proche d'eux
  - Honnête et sincère
  - Respectueux de l'avis des autres
  - Impartial lorsqu'il s'agit de traiter avec des personnes de sexe, de religion, de couleur et d'affiliation politique différents
- Une personne qui écoute les membres et agit selon leurs suggestions et leurs mandats
- A même de travailler collectivement et d'agir dans l'intérêt du groupe
  - Capable d'inspirer et d'influencer les autres
  - Prêt à accepter des responsabilités
  - Prêt à admettre mes erreurs et à en tirer les leçons
  - Sensible aux questions d'égalité des sexes et résolu à habiliter les femmes
- Confiant dans mes capacités et celles des membres
  - calme sous la pression et ne perd jamais le sang froid
  - Discret, patient, humble et jamais grossier
  - Brave et apte à me défendre et à défendre mon organisation
    - Dynamique (pleine d'entrain et d'énergie) et capable de mettre en œuvre les choses

##### Je NE fais PAS ceci:

- Parler trop
- Me considérer expert en tout
- Supplanter les autres en faisant peu de cas de leur façon de penser
  - Manipuler les autres pour servir mes propres intérêts
    - Abuser ou voler les ressources de l'organisation
    - Me considérer leader à vie. Comment vous évaluez-vous ? Vous estimez-vous leader ? Quelle cote se donnent les autres membres de votre organisation rate ? Sont-ils de vrais leaders ?

### La direction collective ou concertée

L'un des principes d'organisation démocratique est la direction collective ou concertée qui signifie un leadership par un groupe de personnes qui prennent les décisions ensemble, après discussion et par consensus, et nullement un leadership par une seule personne ou un cercle restreint au sein du groupe.

Malheureusement, dans les associations de travailleurs, on trouve souvent qu'il y a des leaders

influent, mais qu'ils agissent seuls, parce que les membres n'ont connu que des dirigeants qui décident pour les autres ou qui contrôlent l'accès aux fonds, aux ressources et au pouvoir.

Il se peut aussi que les membres aient peur ou n'aient pas envie de contester les vieilles habitudes peu démocratiques des leaders. Dans ce cas, il vous faudra bien faire savoir l'importance et les apports

## «Il faut combattre l'esprit de soumission à l'homme fort et l'esprit des cercles clos» Amilcar Cabral, ancien leader de Guinée-Bissau

durables de la direction collective en soulignant aux dirigeants actuels et surtout aux membres les avantages de celle-ci.

Comment allez-vous défendre l'idée que la direction collective est la plus forte et la plus efficace ? Voici quelques points ou arguments utiles, à savoir que la direction collective:

- met à profit les idées, la créativité et l'expérience de chacun;
- tire le meilleur parti possible des compétences et des points forts de chaque;
- apporte du soutien à tout le monde;
- fait exercer en commun le pouvoir et les responsabilités;
- fait applaudir ceux qui travaillent pour eux-mêmes et tout le monde;
- favorise la transparence au sein de l'organisation;
- sert de garde-fou à la corruption et à l'abus du pouvoir;
- se veut une pierre d'achoppement aux ceux qui ne s'intéressent qu'à eux-mêmes;
- renforce les capacités de leadership de chaque membre du groupe.

La direction collective ou concertée ne se limite pas aux dirigeants, au sommet, mais se veut un état d'esprit qui règne dans l'organisation, car une organisation démocratique a plusieurs niveaux de dirigeants. Les leaders à la base, le lien direct entre les membres et les dirigeants de haut niveau ainsi que les organisateurs et le personnel, sont les principaux dirigeants et décideurs de demain.

### Encourager les femmes leaders

Les femmes sont souvent exclues des postes de direction dans les organisations parce que les hommes ne veulent pas être dirigés par des femmes. Les femmes confortent aussi ce parti pris quand elles manquent de confiance en elles-mêmes ou croient que les dirigeants doivent être des hommes.

Les rôles attribués à chaque sexe et enracinés dans la tradition et les croyances religieuses, ainsi que le soin d'enfants et les tâches ménagères concourent à écarter les femmes des postes de direction ou à en rendre l'accès difficile. Mais si vous donnez une chance aux femmes, vous verrez qu'elles sont aussi efficaces que les hommes aux postes de direction.

Les organisations doivent représenter l'ensemble des membres et traduisent leurs besoins et intérêts. Et comme les femmes en font partie, elles doivent être représentées aussi au sein de la direction et se voient encouragées à devenir des leaders. Cela signifie que nous devons cibler les hommes, discuter avec eux et les sensibiliser, surtout à contester les traditions étroites qui excluent les femmes. Les hommes et les femmes ont besoin d'être éclairés sur la question de l'égalité des sexes.

Par ailleurs, les organisations devraient tenir des discussions avec les femmes pour les aider à en confiance et se voir de bons leaders. Nous devons nous aider tous, les uns les autres, pour surmonter les craintes, acquérir de nouvelles compétences et proposer également aussi aux autres femmes des modèles à imiter.

Pour aider les femmes à devenir des leaders, les organisations devront peut-être changer leur structure, en fixer les dates auxquelles un certain nombre de femmes doivent accéder aux rangs du leadership et en précisant le nombre de femmes qui doivent être dirigeantes. C'est ce qu'on appelle un « quota des femmes ». Cela revient à établir des comités de femmes, à leur donner un statut éminent et à inscrire toujours les problèmes des femmes à l'ordre du jour des réunions de votre organisation de même qu'à son programme d'action.

Si vous voyez que les dirigeants de votre organisation se s'intéressent qu'à eux-mêmes et à leurs proches, amis et membres de famille, il convient d'en parler ouvertement dans votre organisation et avec les dirigeants dans le but de leur faire changer les habitudes et l'état d'esprit ou, dans le cas contraire, d'élire de nouveaux dirigeants qui veulent vraiment aider les membres de l'organisation.



Membres de l'association de récupératrices, réservée aux femmes, gérée par les femmes et inhabituelle en Afrique





Lucia Fernández

Juana Rafaela Járez Téllez est la doyenne des récupératrices au Nicaragua après 50 ans de recyclage à la décharge de La Chureca.

## Une première en Amérique centrale et latine!

La Première Conférence de l'Amérique centrale et Assemblée du Réseau latino-américain a eu lieu à Managua, au Nicaragua, en février de cette année. L'Association des récupérateurs de Bogotá (ARB) y était, et pour la première fois, avec les représentants des pays d'Amérique centrale et ceux des pays plus actifs d'Amérique du Sud pour discuter de l'avenir de leur réseau régional, Red Lacre (Red Latinoamericana y del Caribe Recicladores).

### «Le groupe a trouvé que 79% des récupérateurs en Amérique centrale travaillent sur des décharges»

Il y avait 17 pays représentés à la conférence alors que, avant 2011, le Réseau n'en avait que 11, un progrès qui tient au projet de cartographie entrepris par les représentants de Red Lacre pour identifier de nouveaux groupes de récupérateurs en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Au cours de ce projet, 675 entrevues ont été menées dans dix pays et, par la suite, six nouveaux pays ont rejoint le Réseau et participé à la conférence qui a réuni 160 récupérateurs de la région, dont une centaine du Nicaragua.

Objectif de la conférence : discuter des défis auxquels les récupérateurs sont confrontés, en particulier, la fermeture des décharges, et mieux s'organiser en coopératives ou en associations.

La conférence, largement relayée dans les médias régionaux et soutenue par les pouvoirs publics, a, le premier jour, vu la présence du ministre de l'Environnement du Nicaragua et des maires de Managua et de Bluefields.

Dans un geste symbolique, le maire de Managua a remis aux représentants de Red Lacre les « clés de Managua ». Luz del Futuro, une coopérative de récupérateurs gérée par des femmes travaillant à la décharge de Bluefields, a également signé avec la municipalité un protocole d'entente qui leur permettra de travailler dans de meilleures conditions lorsque la décharge aura été fermée. Outre un espace de travail adéquat, la ville leur a promis que les récupérateurs pourraient continuer à être propriétaires de leur coopérative.

Pour les délégués, la conférence a mis en lumière des constatations importantes. Lors d'un groupe de discussion organisé par Lucia Fernandez, de WIEGO, pour examiner les conditions dans les décharges de la région, le groupe a trouvé que 79 % des récupérateurs en Amérique centrale travaillent sur des décharges. Cela signifie que leurs conditions de travail ont dû être améliorées et que les systèmes de gestion des déchets solides ont été modernisés.

La deuxième journée a débuté avec un autre groupe de discussion axé sur l'importance de s'organiser et les différentes stratégies que mettent en œuvre les récupérateurs. Alex Cardoso, du MNCR (Mouvement national des récupérateurs au Brésil), a animé la séance et a fait porter les échanges sur l'organisation comme moyen de faire face aux menaces auxquelles les récupérateurs sont confrontés et de créer des modèles du type d'inclusion souhaités. Dans la même veine, Cardoso et d'autres membres de Red Lacre ont distribué des brochures produites par StreetNet et WIEGO à l'intention des dirigeants afin qu'ils puissent les mettre à la disposition de leur organisation locale.

### «C'était la première fois que le Réseau latino-américain a eu à se pencher sur la question de genre»

Un autre moment historique qui a conclu les deux premiers jours intenses a été marqué par la rédaction de la Déclaration de la première conférence. Cette déclaration, qui a été dédiée à Juana Rafaela Téllez Jarez, doyenne des récupérateurs dans le pays après avoir passé 50 ans dans le recyclage à la décharge de La Chureca, a été adoptée à l'issue d'un processus de scrutin démocratique impressionnant.

Au cours des deux jours suivants consacrés à l'assemblée de Red Lacre, les délégués ont créé trois nouveaux comités, soit le Comité mondial de liaison régionale qui participera aux discussions du Comité directeur; le Comité de lutte contre le changement climatique et de protection des moyens de subsistance, qui travaillera en collaboration avec GAIA (Alliance mondiale pour des alternative à l'incinération) et participera, entre autres, à la campagne contre l'incinération; le Comité d'intégration des sexes et d'inclusion sociale, qui travaillera avec WIEGO dans la région.

L'un des faits saillants à retenir s'est produit lorsque les femmes récupératrices ont pris les rênes d'une séance de l'Assemblée pour les faire porter sur leurs problèmes. C'était là une première, parce que c'était la première fois que le Réseau latino-américain a eu à se pencher sur la question de genre. « Nous ne l'avons ni prévu ni mis en avant », a déclaré Lucia Fernandez. Cela a été spontanément organisé par les leaders des récupérateurs brésiliens et argentins.

Il est important de noter qu'il y avait 26 femmes et 26 hommes à l'assemblée, le résultat d'un effort de tous les récupérateurs et alliés pour assurer une représentation égale, hommes-femmes, de chaque pays.

« Ce fut la meilleure conférence à laquelle je n'ai jamais assisté », a déclaré Eduardo de Paula, chef de la délégation du MNCR. « Il y avait beaucoup d'intervention et d'échanges de la part de tous les participants. »

Et Fernandez d'ajouter : « Cette conférence montre que, avec persévérance et patience, le processus d'organisation de cette catégorie de travailleurs s'implante dans cette région. »

# Les récupérateurs en Afrique

WIEGO (Femmes dans l'Emploi Informel: Globalisation et Organisation) a franchi le pas pour dresser un tableau des groupes de récupérateurs en Afrique, notamment des syndicats, des coopératives et des associations informelles, et savoir comment ils sont organisés (voir carte).

Dans la plupart des pays, ces groupes n'ont ni de liens intra-africains, même pas avec ceux des pays voisins, ni à l'échelle internationale, mais voudraient bien en tisser.



## Sénégal

There are 800 WPs at Mbuessbeuss landfill in Dakar, members of Bokk Diom. They are well organized, receive support from the NGO Enda and have a meeting place and health clinic on the landfill. Government is trying to close the landfill and open a material recovery facility that will only employ a few of the WPs.

## Mali

Des groupes de récupérateurs fortement implantés au niveau du district et comptant de 20 à 50 personnes, dont des jeunes, des vieux et des enfants, se sont regroupés en 2004 pour former une structure nationale appelée Cogiam. Depuis 1990, la récupération figure au nombre des initiatives nationales visant à créer des emplois. Les récupérateurs font la collecte des déchets municipaux et signent des contrats avec les familles qui les paient pour éliminer les déchets. Ils vendent aussi des produits recyclables.

## Ghana

Il y a un syndicat connu de récupérateurs travaillant dans les décharges de Sarbah et d'Ablekuma à Accra. Il organise les récupérateurs et les représente auprès des responsables de la gestion.

## Bénin

Il existe de nombreuses petites organisations, l'Association des femmes récupératrices étant la plus grande et la mieux connue. Elle se réunit avec la municipalité et la chambre de commerce, mais les récupératrices disent que, bien qu'elles versent les impôts mensuels, les autorités ignorent les décisions et sont inutiles. L'Association reçoit d'Oxfam Canada une aide dont des kiosques, l'éducation et la promotion.

## Cameroun

Il existe beaucoup de groupes locaux de 100 à 200 membres. L'ARC, une organisation nationale dynamique formée à Douala, en 1996, avec 134 hommes et 30 femmes jeunes, s'est également implantée maintenant à Yaoundé. Une assemblée générale se tient une fois par mois et son bureau permanent se réunit chaque semaine. Les récupérateurs estiment que l'autorité locale est bureaucratique et qu'il est difficile de négocier avec elle. Les membres contribuent chacun 2 dollars américains au fonctionnement de l'organisation et 12 dollars à un fonds de prévoyance. L'ARC s'emploie à trouver de grands entrepreneurs acheteurs des produits des récupérateurs.

## Kenya

Il existe à Nairobi, Kisumu, Nakuru et Mombasa de grandes décharges où les récupérateurs en proie à de nombreux problèmes sont en train de s'organiser pour créer une organisation nationale. Ils ont élaboré des statuts et espèrent y inclure plus de groupes.

## Madagascar

Les organisations des récupérateurs sont très fortes dans les trois principales villes, en particulier à Antananarivo. En 2010, Enda, une organisation environnementale, a aidé à créer Platcco, une organisation nationale comptant 300 membres. Enda s'efforce de négocier avec les autorités locales et fait des recherches sur les récupérateurs. Ces derniers ne dirigent pas directement leur propre organisation nationale ou régionale.

## Mozambique

Il y a deux groupes de récupérateurs connus à Maputo. RECICLA, une coopérative formée d'anciens récupérateurs, achète des matériaux recyclables en plastique et fabrique des granules de plastique pour l'industrie locale. Fertiliza, une coopérative composée d'anciens récupérateurs et de jeunes chômeurs, fabrique du compost. Ils ont peu de relation avec le gouvernement local. Ces deux groupes ou projets ont été fondés par LVIA, une ONG italienne. Les cours d'alphabétisation sont obligatoires, et les membres reçoivent une formation technique.

## Afrique du Sud

Il y a beaucoup de petits groupes informels et peu de coopératives inscrites. Le seul réseau établi à l'échelle d'une ville est à Pretoria. L'Association des récupérateurs d'Afrique du Sud (SAWPA), constituée en entité informelle en 2008, comprend des groupes provenant des décharges et quelques groupes issus des rues aussi. La SAWPA n'a pas de structures formelles. Les questions organisationnelles sont abordées lors des réunions nationales et, dans l'intervalle, les décisions sont prises par les coordonnateurs provinciaux élus. La SAWPA aide à régler des problèmes entre les récupérateurs, la direction et les municipalités, notamment les problèmes d'accès aux décharges et l'opposition à la privatisation.





«Pourquoi ne pas donner simplement une chance aux récupérateurs ? ... Laissez-les créer ce système sans déchets», demande Mbayo à propos du programme de lutte contre le changement climatique de l'ONU

## «Donnez une chance aux femmes récupératrices» plaide Nomaceba Mbayo de la SAWPA

DEIA DE BRITO

Nomaceba Mbayo, 28 ans, semblait réservée. Quand j'ai réussi à mieux la connaître, j'ai trouvé qu'elle n'avait d'autre objectif que d'échanger avec les récupératrices sud-africaines les leçons à tirer lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP17) qui se déroulait en Afrique du Sud en décembre 2011.

Les récupérateurs ont pris la parole ici ou là lors des conférences de presse, défilé à Durban pour la justice climatique et ont fait pression sur les leaders de la conférence. Mais rien n'égalait peut-être par leur importance les réunions qu'ils tenaient entre eux à l'Université du KwaZulu-Natal, à «l'espace des peuples».

**« La récupération met du pain sur la table. Mais ce n'est pas seulement pour nous, cela profite au monde entier »**

Nomaceba, qui est membre de l'Association des récupérateurs d'Afrique du Sud (SAWPA), réagissait vigoureusement lors de ces réunions et se mit à se distinguer. Durant la première semaine, bon nombre de leaders sud-africains des récupérateurs avaient pris la parole lors des séances importantes. Certains étaient des leaders plus expérimentés que

Nomaceba. Après, quelques-uns sont rentrés chez eux, et Nomaceba a donné toute la mesure de ses compétences d'oratrice.

Elle a d'abord pris la parole les derniers jours de la COP17, lors de la séance sur l'incinération qu'a organisée les Amis de la Terre sous le thème de « Reclaiming Power: Energy Models that Serve the People and the Planet ». « Ce n'est pas une solution [incinération]. Vous ne pouvez pas résoudre un problème en créant un problème encore plus grand. »

Par la suite, elle a parlé de solutions pour les villes auxquelles les récupérateurs peuvent contribuer. « Le biogaz en est une, certainement, car il peut servir à l'éclairage. Dans les quartiers pauvres, les gens volent l'électricité pour avoir de la lumière »

Commentant les apports du recyclage à la préservation des ressources naturelles, elle estime que « Vous n'avez pas besoin d'aller forer des puits de pétrole si vous recyclez ce que vous avez. » De plus, elle a souligné à quel point la tâche serait facilitée aux récupérateurs si l'on faisait le tri sélectif à la source. « Nous n'aurions alors pas besoin de décharge. Les déchets humides dégagent du méthane, la source du problème. »

Lors du programme de la télévision des Nations Unies, un journaliste de la BBC a interviewé Nomaceba, (Simon Mbata, membre aussi de la SAWPA) et Neil Tangri de GAIA. Comme la caméra tournait, elle parlait à un rythme foudroyant.

« Nous devons reconnaître les récupérateurs en Afrique du Sud et ceux du monde entier, parce que ce sont eux qui font en sorte que la justice climatique soit faite en faisant recycler le papier, épargner les arbres qu'il faudrait autrement couper...recycler du

**«J'ai maintenant intérêt à savoir comment tout cela fonctionne, c'est-à-dire à qui vendre et qui sont les intermédiaires»**

plastique, acte de justice plus grande, parce que le pétrole reste dans les puits, et c'est ce que nous voulons. Dans le même temps, que faisons-nous ? Mettre du pain sur la table... Cela crée des emplois alors le chômage est l'un des gros problèmes en Afrique du Sud. Pourquoi ne pas simplement donner une chance aux récupérateurs ? ... Laissez-les créer ce système sans déchets. »

Nomaceba est récupératrice depuis deux ans seulement, mais sa passion surpasse son expérience. En visite chez sa mère à Cap Town il y a trois ans et choquée de découvrir que sa mère collectait des déchets dans sa cour, elle s'en est plainte et sa mère a rapidement appelé l'intermédiaire pour qu'il vienne chercher les matières recyclables.

Par la suite, Nomaceba a commencé à aider sa mère à collecter et à trier les matières recyclables. Munies de charriots, elles faisaient la ronde à pied et en sont venues à un système intelligent : elles se sont fait connaître comme les dames qui viennent récupérer les bouteilles, après les fêtes, de sorte que tant de gens les contactent avant leurs festivités de fin de semaine.

Mère et fille vendent les matières recyclables à un intermédiaire qui prend 40 % de ce qu'elles pourraient gagner. Nomaceba admet ne pas s'y connaître dans la vente des matières recyclables. Mais les choses changent car, dit-elle, « J'ai maintenant intérêt à savoir comment tout cela fonctionne, c'est-à-dire à qui vendre et qui sont les intermédiaires. »

Pourquoi maintenant ? Parce que pendant la COP17 elle a été élue à la direction de la SAWPA alors qu'elle n'en était qu'à sa deuxième réunion des récupérateurs. Avant, elle était une observatrice, mais d'autres récupérateurs ont reconnu ses qualités de leader et l'ont fait élire.

« Maintenant que j'ai été élue chef de file, je me dois de commencer à coordonner. Je dois faire en sorte que la SAWPA grossisse ses rangs, que les ONG avec lesquelles nous travaillons viennent à Cape Town et que les gens prennent conscience du fait qu'il y a du monde qui travaille dans les décharges. »

Le groupe à Cap Town travaille avec 50 récupérateurs environ, mais il y a encore plus d'action de proximité à mener, notamment dans les décharges. « Il y a probablement des milliers de récupérateurs à Cap Town. »

« Je vais commencer à faire des rapports aux membres et à fournir des informations lors des réunions. Au début, je pensais que ce n'était pas de ma responsabilité, mais maintenant je vais faire de mon mieux... Je veux voir la SAWPA franchir un nouveau seuil... en particulier les femmes doivent s'épanouir. Elles sont trop silencieuses et renfermées. Elles n'expriment pas leurs opinions... Comment le gouvernement va-t-il nous prendre au sérieux... Il nous faire comprendre au public et au gouvernement qu'on est là. »





WIEGO

## «L'Association compte aujourd'hui environ 1000 membres dont 400 femmes gagnent leur vie en vendant des bouteilles»

Environ 70 % de la population de Cotonou, dont 40 000 ménages, ainsi que les hôpitaux et les restaurants, utilisent ce système de collecte des déchets. C'est dire que ces gbobetoo (collectrices de déchets) nettoient les rues de la ville et la tiennent en bonne santé.

Sur le plan organisationnel, l'Association se réunit en assemblée générale et se compose d'un bureau permanent et de ses membres. Les dirigeantes sont élues lors de l'assemblée générale, et ce pour trois ans. Les réunions ont lieu tous les mois, tous les trois mois et tous les ans, et à chaque réunion, les membres contribuent une petite somme au fonctionnement de l'Association qui a, par ailleurs, un compte bancaire et tient un procès-verbal des réunions et des états financiers.

Oxfam Canada, qui l'aide dans ses projets, a joué un rôle important dans l'organisation de l'Association, a construit un nouveau centre de recyclage, suite à un incendie, ainsi qu'un lieu de rencontre pour les membres, et a également pris des dispositions pour que 270 femmes puissent apprendre à lire et à écrire.

De plus, sur un terrain municipal près de l'aéroport, Oxfam Canada a développé 15 hectares où les femmes font composter des déchets humides et s'en servent comme engrais pour cultiver des légumes qu'elles vendent. Les légumes sont très demandés dans les restaurants de Cotonou!

Plus de 250 récupératrices ont des étals construits par Oxfam au marché de Cotonou qui, à 24 hectares, est l'un des plus grands en Afrique occidentale. Elles y vendent 1 000 bouteilles par jour, plus ou moins, et gagnent environ 12 \$US. A la saison des fêtes, elles peuvent gagner à hauteur de 122 \$ par jour. Parmi leurs clients figurent les fabricants de boissons, les vendeurs de produits différents, des entreprises canadiennes et les acheteurs en provenance des pays voisins.

«Tout le monde, observe Tuwizana, y tire son compte. Les pauvres que l'Association s'emploie à aider se font payer pour leurs bouteilles. Les acheteurs locaux et internationaux achètent les bouteilles que vendent les femmes, et il y a de cela 70 types différents. Et les récupératrices gagnent leur vie.» Bien que les récupératrices paient l'équivalent de 3 \$US par mois au titre d'impôt, l'Association ne reçoit aucune aide de la municipalité et n'offre pas aux membres de régime d'épargne ou de crédit ou encore de service de garde d'enfants ou de conseils d'affaires. De leur côté, les femmes récupératrices n'ont ni protection sociale ni assurance-maladie.

Les femmes veulent faire en sorte que la municipalité reconnaisse le travail qu'elles font en tant que récupératrices de déchets, qu'elle les aide à obtenir des avantages sociaux, et sont prêtes à travailler avec WIEGO dans la poursuite de leurs objectifs. «Ces femmes, dit Tuwizana, ont la "volonté" de travailler et d'aller de l'avant et elles ont "l'expérience" nécessaire. Elles veulent donner de l'envergure à leur organisation et s'implanter dans d'autres villes.»

Le transport des bouteilles, une affaire de taille pour l'Association des femmes récupératrices.

## Un groupe de femmes récupératrices en Bénin

KALLY FORREST AND KAPITA TUWIZANA

Wo Envoyé en mission par WIEGO) pour prendre contact avec les organisations des récupérateurs dans les pays d'Afrique francophone, Kapita Tuwizana s'est rendu au Bénin en mars 2011 et rappelle son expérience : «Partout où je suis allé au Bénin, j'ai entendu parler de l'Association des femmes récupératrices et je suis donc allé m'enquêter.»

Voici le récit de qu'il a trouvé :

Il y a près de 75 ans, les femmes du Bénin faisaient la collecte des déchets ménagers pour gagner leur vie. A Cotonou, la plus grande ville du pays où vivent un million d'habitants, sans service de ramassage d'ordures ni décharge municipale, le problème des déchets était grave et, au fil du temps, nombre d'organisations de récupérateurs ont vu le jour, mais le public et la municipalité ne les a pas prises au sérieux.

Puis, en 1997, Zopanou Marie Missodji et quatre autres femmes ont créé Yesuwamè («Dans les bras de Jésus»), rebaptisée plus tard l'Association des

femmes récupératrices de déchets. Objectif : collecter les ordures et des matières recyclables et réunir les femmes récupératrices dans une structure qui permettrait d'améliorer leur niveau de vie et le statut.

Elles ont commencé par organiser les récupératrices de déchets qui achetaient des bouteilles vides et les nettoyaient pour les revendre par la suite. Les femmes faisaient la ronde en criant «Goxoto wa loo» («les acheteuses de bouteilles vides sont ici!»). «Les parents dont les enfants ont été chassés de l'école, faute de n'avoir pas payé les frais de scolarité, leur vendaient leurs bouteilles vides et pouvaient donc s'acquitter de leurs obligations financières», a expliqué la présidente de l'Association, Marie Missodji.

Au début, l'Association avait 4 000 membres mais, à mesure qu'on construisait des maisons aux alentours du marché et faute de clients qui se faisaient rares, elle a perdu des adhérentes et compte aujourd'hui environ 1 000 membres dont 400 femmes gagnent leur vie en vendant des bouteilles. D'autres font la collecte de rue ou du porte à porte pour collecter les déchets.

# Se donner la main pour s'organiser au Nigeria



KALLY FORREST & KAPITA TUWIZANA

«Je ne peux pas supporter l'odeur. Je connais des récupérateurs dans mon quartier, mais je veux qu'ils se lavent d'abord, avant que je ne les rencontre.» C'est ce qu'a déclaré une déléguée de la Fiwon (Fédération de l'Organisation des travailleurs informels du Nigeria) lors d'une séance de formation donnée conjointement avec WIEGO au Nigeria.

## «Fiwon et WIEGO ont forgé un partenariat pour recueillir des informations sur les récupérateurs au Nigeria»

En mars, travaillant pour WIEGO, Kapita Tuwizana a formé les membres de la Fiwon, et ce pendant deux jours, afin qu'ils puissent identifier les organisations des récupérateurs au Nigeria, entrer en contact avec elles et recueillir des informations à leur sujet. Il avait répondu à la déléguée en disant ceci : «Permettez-moi de vous faire partager mon expérience. J'ai maintenant visité de nombreuses

décharges et vous ne pouvez faire autrement si vous voulez prendre contact avec les récupérateurs. Et je suis encore en vie et ils le sont aussi ! Quant à l'odeur, bientôt, vous ne la sentirez même pas.»

Et puis d'ajouter : «J'étais heureux que la déléguée ait dit cela, parce qu'elle m'a permis de parler au groupe de mon expérience et que je pourrais alors en profiter pour aborder des questions d'organisation. Je leur ai dit que vous devez être ouvert, amical et prêt à vous rendre sur les lieux, aller là où ils travaillent. La manière dont vous vous comportez est très importante.» (voir l'article «Sur la piste des récupérateurs d'Afrique de l'Ouest» dans lequel Tuwizana parle de son expérience)

Fiwon et WIEGO ont forgé un partenariat pour recueillir des informations sur les récupérateurs au Nigeria. Fiwon, qui organise déjà des vendeurs du secteur informel, en vient donc à voir huit de ses membres et organisateurs ainsi que son secrétaire général former «sur le tas» quant à la meilleure façon de trouver des informations sur les récupérateurs, d'autant que les membres de la Fiwon partagent souvent le même espace que les récupérateurs lorsqu'ils vendent leurs produits, aussi bien au marché que dans les rues.

Selon les délégués, trouver les récupérateurs n'est pas un problème, vu que beaucoup vivent dans les mêmes quartiers qu'eux. En revanche, obtenir des informations des récupérateurs en est un — problème qu'ils voulaient aborder — du fait que les récupérateurs sont des gens occupés et que le temps passé à ne pas travailler représente un manque à gagner. Tuwizana leur a expliqué que WIEGO avait préparé des questions pour les aider.

Il a revu les questions en détail précisant que les enquêteurs devraient paraphraser les questions, s'il y a lieu, car certains récupérateurs pourraient ne pas les comprendre et beaucoup ne sont pas scolarisés. Ainsi, par exemple, un récupérateur pourrait ne pas comprendre le terme «revenu» auquel cas il faudrait le lui expliquer d'une manière différente. Les participants se sont par jeu de rôles (intervieweur/récupérateur) exercés à poser des questions.

## «Les récupérateurs ne sont seuls dans leur lutte pour les conditions de travail décentes et des moyens de subsistance décentes»

«Je les ai incités à user des langues locales, si nécessaire. Sachant qu'il en beaucoup au Nigeria, j'ai expliqué qu'ils devraient trouver des interprètes qui parlent anglais et la langue usuelle dans la zone où ils font des recherches.»

Tuwizana a encouragé les délégués à faire savoir aux récupérateurs l'importance de trouver des informations sur les récupérateurs à travers le Nigeria, afin qu'ils comprennent qu'ils ne sont seuls dans leur lutte pour les conditions de travail décentes et des moyens de subsistance décentes. Il a donné aux participants des informations sur les efforts d'organisation des récupérateurs dans le monde entier, les programmes des récupérateurs en Afrique et l'Alliance mondiale des récupérateurs.

Les délégués se sont énormément intéressés à ce nouvelle newsletter "La récupération en Afrique" que leur donné Tuwizana. «Le lendemain, après l'avoir lue, ils sont revenus poser toutes sortes de questions. Ils s'étaient particulièrement intéressés à l'article sur la visite qu'a faite Mmapula Baloyi aux récupérateurs à Pune, en Inde, et veulent montrer cette newsletter aux récupérateurs.» La culture d'Internet n'étant pas fortement implantée et comme beaucoup de Nigériens n'ont pas d'ordinateurs, la newsletter est dès lors un précieux outil d'information et d'organisation.

L'atelier de formation a également débouché sur un plan d'action. Chaque participant a pris une zone ou une ville pour y cartographier les groupes de récupérateurs. «Les participants se sont montrés intéressés et enthousiastes à entrer en contact avec les récupérateurs. Ils ont posé une foule de questions quant à la façon de les aborder et de les organiser. Ils ont déjà de l'expérience dans l'organisation, mais j'ai pu affiner leur approche des récupérateurs.»



# Financement: des leçons à tirer

KALLY FORREST AND KAPITA TUWIZANA

A mesure qu'il réunit des renseignements sur les organisations de récupérateurs à travers l'Afrique, WIEGO a constaté qu'elles ont des modes de financement bien différents et qu'il y a des leçons qui peuvent être tirées de ces pratiques.

Dans certains pays, les récupérateurs contribuent financièrement au fonctionnement de leur organisation et, en tant que membres, décident de ce pour quoi cotiser et s'assurent que les dirigeants dépensent l'argent comme il a été décidé.

Les cotisations des membres financent les activités de base de l'organisation, telles que les réunions qui nécessitent de l'argent pour le voyage et la nourriture. Il est important que les membres cotisent ainsi, car l'apport des bailleurs de fonds est précaire et l'organisation risque de s'effondrer si le bailleur de fonds extérieur se retire.

En assurant leur propre financement, les récupérateurs s'assurent également qu'ils tiennent les rênes de leur organisation, qu'ils déterminent ses principes, objectifs, stratégies et activités et que l'organisation est responsable devant les membres eux-mêmes.

Au Cameroun, les membres de donner de l'argent pour soutenir leur organisation nationale et ainsi que pour leur propre sécurité sociale, cette dernière cotisation étant soigneusement planifiée puisqu'elle leur sert de fonds de prévoyance quand les affaires vont mal.

Au Mali, les organisations de récupérateurs se sont dotées de bons systèmes financiers et les dirigeants nationaux doivent rendre compte de la façon dont ils

**«En assurant leur propre financement, les récupérateurs s'assurent également qu'ils tiennent les rênes de leur organisation»**

dépensent l'argent provenant des régions. Les dirigeants sont élus pour deux ans seulement pour éviter qu'ils ne deviennent imbus d'eux-mêmes et oublient les besoins des membres.

Mais parfois, les membres ont d'autres besoins qu'ils ne peuvent pas assurer eux-mêmes et se tournent dès lors vers des organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux pour se faire financer. Tel est le cas des organisations au Bénin et au Madagascar. Elles ont obtenu de l'aide extérieure et cette aide a été bénéfique.

Au Bénin, Oxfam Canada a beaucoup aidé l'Association des femmes récupératrices (voir l'article « Un groupe de femmes récupératrices, une rareté africain »). Il est clair qu'elles utilisent les fonds reçus de manière à pouvoir fonctionner durablement, même si l'aide financière prenait fin un jour. Les récupératrices estiment qu'Oxfam Canada est en train de leur faire acquérir les moyens de mieux vivre, mais que l'organisation leur appartient toujours et qu'elles en assurent elles-mêmes la gestion.

Reste que beaucoup d'argent des donateurs n'aide pas toujours et qu'il est toujours important de planifier l'utilisation des fonds pour faire avancer l'organisation. Il est également nécessaire que les membres puissent contrôler par voie démocratique la façon dont l'argent est dépensé.

## Financement : des leçons à tirer

Le type de financement dépend des besoins de l'organisation. Dès lors, chaque organisation doit se réunir en atelier pour examiner ses besoins, surtout en quoi le financement est nécessaire. Elle peut se rendre compte que ce dont elle a besoin n'est pas l'argent en tant que tel, mais plutôt de renforcer les capacités des membres ou peut-être d'apprendre à investir l'argent ou à mieux s'en servir plutôt que d'en obtenir plus.

Avant qu'une organisation ne reçoive des dons, elle doit s'assurer qu'elle a des gens qualifiés pour gérer les fonds et qu'elle a pris des mesures contre la corruption.

Les fonds de démarrage sont souvent utiles, mais l'organisation doit établir des plans avant de les recevoir. Elle doit également discuter des problèmes organisationnels, des solutions possibles, et recueillir des informations utiles à la planification des activités. Ensuite, elle doit décider de ce qu'elle veut réaliser à l'issue de chaque activité et de la façon dont l'organisation en profitera.

Avant de recevoir de l'argent, les récupérateurs doivent s'assurer que leur organisation est par essence démocratique. Si les dirigeants sont corrompus, à savoir qu'ils tiennent qu'à s'enrichir et ne s'intéressent pas aux membres, l'argent ne servira à rien. Les récupérateurs doivent d'abord doter leur organisation de mécanismes consultatifs et de reddition de compte, notamment au sein du leadership.

# La lutte contre le changement climatique Atelier des récupérateurs en Afrique du Sud

KALLY FORREST

En septembre 2011, la SAWPA (Association des récupérateurs d'Afrique du Sud) a organisé à Johannesburg un atelier sur les changements climatiques et, au cours de cet événement, Neil Tangri, un facilitateur, a dit ceci: «Les récupérateurs devraient occuper les devants de la scène parce que les entreprises ont commencé à tirer parti des questions de changement climatique. Les récupérateurs ont besoin d'arguments pour aller expliquer aux médias et au gouvernement en quoi leurs solutions sont les meilleures, faire connaître aussi leurs problèmes et se battre en faveur de meilleures solutions de gestion des déchets. Les municipalités n'ont pas de solutions, mais les récupérateurs en ont une et ils sont mieux placés pour la mettre en œuvre».

C'est pourquoi les récupérateurs, venus de toute l'Afrique du Sud, se sont réunis pour en apprendre davantage et aborder en détail la question de savoir comment ils pourraient devenir des acteurs importants dans la lutte contre le changement désastreux du climat (voir «Les récupérateurs sont-ils une solution au changement climatique?»). Autre objectif de la réunion: aider la SAWPA à devenir un mouvement national plus fort. A ces Sud-Africains sont venus se joindre les récupérateurs en provenance du Sénégal, du Kenya, de l'Inde et de l'Argentine.

L'atelier s'est attaché à faire comprendre pourquoi le

recyclage des déchets est bien mieux que la conversion en énergie et l'enfouissement pour lutter contre le changement climatique. Les récupérateurs ont appris que tout le matériel qu'ils font recycler (métal, papier, carton et plastique) a une incidence positive sur le climat, puisque le recyclage permet de récupérer les déchets et d'éviter la pollution. De plus, le recyclage empêche la combustion des déchets, un procédé qui dégage des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. En somme, en faisant recycler les déchets, les récupérateurs viennent à prévenir les effets nocifs du changement climatique.

Par ailleurs, les délégués ont entendu parler de l'effet destructeur des projets entrant dans le cadre du mécanisme de développement propre (MDP). En tant qu'institution internationale créée par les gouvernements, le MDP vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Il se veut un système d'encadrement mondial du traitement des déchets mais a échoué en ce sens qu'il finance des entreprises fournisseurs de systèmes d'exploitation et d'incinération des biogaz, qui pourtant n'éliminent pas efficacement les gaz dangereux, et ne soutient pas plus de projets de recyclage écologique. D'autres participants à l'atelier ont également fait savoir comment les projets MDP sont en train de détruire des emplois des récupérateurs dans des pays comme l'Inde et le Sénégal.

Instruits de la science et de la politique du changement climatique, les délégués se sont exercés par le jeu de

rôles à expliquer leur opposition aux installations WTE et à mettre en avant des approches du traitement des déchets plus favorables au climat.

Les facilitateurs de l'atelier ont incité les récupérateurs à commencer se préparer en vue des solutions de gestion "complète" ou [ital]sans déchet", y compris le traitement des déchets alimentaires humides.

Enfin, les délégués ont discuté de la façon dont les récupérateurs allaient participer à la COP17 (17e Conférence des parties) à Durban, en décembre 2011. Ils ont appris que cette rencontre qui réunirait une importante délégation internationale de 192 pays permettrait de discuter des moyens de lutter contre le changement climatique, que les Nations Unies tenteraient d'amener les pays à s'entendre sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et que cette réunion offrirait aux récupérateurs une bonne occasion de côtoyer les délégués internationaux et de les convaincre qu'ils font du bon travail.

Les récupérateurs ont entendu parler des événements, notamment la rencontre des médias, qui seront organisés en marge de la conférence pour les ONG et d'autres organisations, afin qu'elles se rencontrent et présentent leurs idées. Ils ont également appris qu'une démonstration massive de 20 000 personnes environ est prévue le 3 décembre et qu'ils pourraient y participer pour protester contre le changement climatique et promouvoir les meilleures solutions de gestion des déchets.





«Si les récupérateurs africains s'unissent, ils auront une présence plus forte. S'ils ne sont pas unis, le gouvernement peut facilement fermer une décharge, sans créer d'autres options. Nous devons penser à des façons nous aider les uns les autres.»

**Délégué, COP17, décembre 2011**

## Contacts Importants

Coordinatrice de WIEGO, Programme sur récupérateurs, Melanie Samson, Courriel : [melanie.samson@wiego.org](mailto:melanie.samson@wiego.org)

Site web : [www.wiego.org](http://www.wiego.org)

Adresse du WIEGO : 521 Royal Exchange, Manchester, M2 7EN, United Kingdom

Site web de Villes inclusives : [www.inclusivecities.org](http://www.inclusivecities.org)

Site web du GAIA (Alliance mondiale pour solutions anti-incinérateur) : [www.no-burn.org](http://www.no-burn.org)

Site web de l'Alliance mondiale des récupérateurs - [www.globalrec.org](http://www.globalrec.org)

